

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 31 mars 2010
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), S. Chatterton, I. Dawson, R. Duranceau, C. Lakaski, D. Londynski, S. Maguire, S. Mullen, A. Picotte, L. Whitmore, M. Zinck, R. Zwicker, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : J.-L. Bourdages, M. Mascaro, G. Thibault-Gosselin, J. Pentick, G. Phillips, S. Spak.

Invité : B. McDougall (membre du Comité de mobilisation)

1. Points aux fins d'approbation

a) Ordre du jour

Le point 5 b) – Comité de mobilisation est déplacé au début des affaires courantes.

Le point 4 b) – Demande de la section locale 514 d'informations de base sur les griefs est reporté à la demande de D. Londynski

Résolution : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par M. Zinck d'adopter l'ordre du jour avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

b) Comité de mobilisation

B. McDougall présente une résolution sur un plan d'action pour le Comité de mobilisation.

Le conseil procède à un tour de table sur la résolution. Des préoccupations sont soulevées sur les coûts budgétés et sur la composition.

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par G. Phillips que le CEN adopte la résolution en principe.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

c) Questions concernant l'ancien président

A. Picotte signale que la question restante sera traitée le 19 avril.

d) Compte rendu du huis clos du 24 février 2010 (Huis clos)

e) Compte rendu du 24 février 2010

- D. Londynski note qu'il avait demandé les résultats du vote sur le dernier budget au point sur le Comité des finances et souhaite qu'ils soient consignés.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par R. Duranceau d'adopter le compte rendu avec modifications.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

f) Honoraires de B. Krause

C. Poirier informe le CEN que B. Krause a aidé l'Association dans l'affaire des pensions et qu'il a consacré de nombreuses heures à ce service.

Résolution : Il est proposé par S. Chatterton et appuyé par L. Whitmore que des honoraires de 1000 \$ soient versés à B. Krause pour son travail.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

g) Pouvoir de signature temporaire

C. Poirier note qu'A. Picotte sera en vacances tout le mois d'avril.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par R. Duranceau que Stephen Mullen soit désigné signataire autorisé pour le mois d'avril. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2. Rapports

Rapport du président

Le mois de mars, comme chaque année, est un mois très occupé. Le Conseil national mixte – partie syndicale s'est à nouveau réuni dans nos locaux en début du mois et, bien entendu, les rumeurs concernant notre régime de pensions ont été au centre des discussions. La deuxième journée, nous rencontrons la partie patronale, avec en prime une visite du ministre du Conseil du Trésor, Monsieur Day. Après qu'il ait fait l'éloge de la fonction publique canadienne dans son discours, je lui ai demandé s'il avait l'intention de faire de même publiquement ou si d'autres ministres conservateurs allaient prendre notre défense dans les médias.

La même semaine, nous avons eu droit à un discours sur le budget très peu

subtil. Le gouvernement a créé un déficit considérable et il semble que ce sont les fonctionnaires canadiens qui doivent en faire les frais. Le régime de pension est épargné, pour l'instant. Comme le prévoyait la motion adoptée le mois dernier, l'ACEP a tenu une Assemblée générale extraordinaire sur le budget fédéral. Les membres présents nous ont fait une série de suggestions qui auront leur importance dans les mois à venir. En effet, personne ne croit que les mesures de restriction budgétaire adoptées par le gouvernement seront sans effet sur nos membres.

Je reçois encore régulièrement des lettres des parlementaires de tous les partis concernant notre analyse de l'étude publiée par l'Institut C.D. Howe. Presque tous ceux qui m'écrivent mettent en copie conforme le ministre Day. Je crois qu'il commence à connaître l'ACEP...

J'ai participé à la sélection des candidats pour les prix d'excellence de la fonction publique. Il s'agit d'une autre bonne occasion de faire connaître l'Association auprès des dirigeants de plusieurs ministères.

Un sous-comité du Comité des finances a reçu pour mandat d'examiner des scénarios en vue de mettre à jour les cotisations payées par nos membres. Nous avons eu une première réunion. La prochaine aura lieu avant la rencontre du Comité des finances sur le budget.

Enfin, comme le prévoit mon contrat, je vous demande d'approuver 10 jours de congé de gestion à prendre au cours de l'année 2010. En effet, j'ai déjà passé le cap des 10 jours de temps supplémentaire non rémunéré depuis le début de l'année et je crois que le rythme se maintiendra d'ici la fin de juin et reprendra de septembre à décembre. Puis-je avoir une résolution en ce sens?

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par A. Picotte que le CEN approuve dix jours de congé de direction pour le président.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

Rapport des Services professionnels

Norme de classification pour nos bureaux

L'ébauche d'une norme de classification a été déposée par notre consultant externe et doit être étudiée. La norme est organisée un peu comme la norme EC. Elle sera étudiée et complétée dans le mois à venir.

L'équité salariale

Le comité conjoint de l'ACEP et du syndicat du personnel continue son travail dans le but d'assurer que nous soyons conforme à la loi de l'Ontario. Une partie importante du travail est complétée et rejoindra bientôt le travail qui s'effectue sur la norme de classification neutre. Nous espérons compléter notre travail avant l'été.

Comparution devant Le comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires

Claude Poirier et moi-même avons été invités à rencontrer Le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires le 14 avril. Le comité examine les effets du budget de l'exercice 2010 sur les opérations de la fonction publique. Il nous a invité pour discuter de ces effets.

Contestation fondée sur la Charte

Hélène Paris, Claude Danik et moi-même avons rencontré de nouveau nos collègues de l'IPFPC et le conseiller juridique de SGM le 22 mars. Le travail de recherche à l'appui de notre action et les contre-interrogatoires des souscripteurs d'affidavit de l'employeur sont presque terminés. De nouveaux affidavits de Walter Belva et de Claude Danik sont presque terminés.

Affaires internes

Un ART a demandé de participer au programme Échanges Canada. Les dispositions sont en train d'être prises et un processus interne a été lancé pour doter un poste d'ART d'une durée déterminée d'un an (renouvelable).

Négociations avec ESU (**huis clos**)

Tutelle

S'il vous plaît consulter le rapport qui vous a été envoyé au point 3) b).

Nouvelle section locale – Défense nationale

Résolution : Il est proposé par S. Maguire et appuyé par S. Chatterton que le CEN approuve la nouvelle section locale pour la Défense nationale dans la région de la capitale nationale. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Examen quinquennal de la LMFP

Un sondage a été préparé et envoyé aux dirigeants de sections locales et aux membres du CEN. L'ACEP préparera une présentation. À la lumière du dossier de contestation fondée sur la Charte, l'ACEP et l'IPFPC ont convenu de coordonner leurs présentations et de les faire revoir par un conseiller juridique.

Audiences de la CRTFP

Cas de l'ACEP pour lequel une audience est prévue devant la CRTFP :

Ottawa 6 mai Plante (heures de travail) TPSGC

Nouvelle section locale – Défense nationale

Résolution : Il est proposé par S. Maguire et appuyé par S. Chatterton que le CEN approuve la nouvelle section locale pour la Défense nationale dans la région de la capitale nationale. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

3) Suivis

a) Comité d'enquête (**Huis clos**)

b) Tutelle de la section locale 503 (**Huis clos**)

4) Questions de fond aux fins de discussions

a) Régime de pension de retraite de la fonction publique

Point reporté.

b) Demande de la section locale 514 d'informations de base sur les griefs (D. Londynski)

Point reporté.

5) Affaires des comités

a) Comité des finances

Point reporté.

b) Comité des Statuts et des Règlements

Point reporté.

6) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par C. Poirier de lever la séance à 21 h 52.